

RAPPORT DE DÉCISION D'EXAMEN

DOSSIER DE LA CNER no. 11EN010

À l'article 12.4.3, l'ARTN prévoit :

« Les demandes visant un élément ou une activité d'un projet dont la réalisation a été autorisée conformément aux présentes dispositions sont exemptées de l'obligation de faire l'objet d'un examen préalable par la CNER, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'élément ou l'activité en question ne faisait pas partie du projet original;*
- b) l'inclusion de l'élément ou de l'activité en question aurait pour effet de modifier le projet de façon importante. »*

ÉVALUATION ET DÉCISION DE LA CNER

La CNER a terminé l'examen de la demande d'Agnico Eagle Mines Ltd. (AEM) pour de nouveaux permis ainsi que des modifications aux permis en vigueur de l'Office des eaux du Nunavut (OEN), de l'Association des Inuits du Kivalliq (AIK) et du ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord Canada (désormais le ministère des Affaires autochtones et du Nord), pour son projet « Route d'accès à l'exploitation Amaruq »

Après avoir soigneusement examiné la proposition de projet, les renseignements relatifs à la demande de modification et les observations reçues (Se référer à l'annexe A, *Historique de la procédure et activités du projet*), conformément aux dispositions de l'alinéa 12.4.3 de l'ARTN, la Commission a conclu que cette requête allait modifier la portée du projet. Par conséquent, la Commission adjoint - aux modalités et conditions visant à atténuer les éventuelles répercussions sur l'environnement selon le sous-alinéa 12.4.4.(a) de l'ARTN -, d'autres modalités et conditions particulières au projet, énoncées dans la décision du **10 février 2015** de l'examen préalable, dossier no. 11EN010 de la CNER.

MODALITÉS ET CONDITIONS PARTICULIÈRES AU PROJET, PRÉALABLEMENT APPROUVÉES

Dans son rapport de décision d'examen préalable, dossier no. **11EB011** daté du **21 avril 2011** et disponible sur le site du registre public de la Commission, à l'adresse <http://ftp.nirb.ca/01-SCREENINGS/COMPLETED%20SCREENINGS/>, la CNER avait approuvé les modalités et conditions suivantes :

Généralités :

1. Agnico-Eagle Mines Ltd. (le promoteur), conservera en tout temps un exemplaire des modalités et conditions du projet sur le site d'exploitation.

2. Avant le début du projet, le promoteur enverra à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER), une copie de tous les permis obtenus et requis pour ce projet.
3. En tout temps, le promoteur exécutera son projet conformément aux engagements énoncés dans sa correspondance à la CNER (*Formulaires 1^{ère} partie et 2^{ème} parties*, 11 février 2011; et *résumé non technique*, 11 février 2011) ainsi que dans sa correspondance à d'autres organismes et ministères (Demande de droit de passage à l'AIK, Demande de permis d'utilisation des terres (PUT –AANC, 15 mars 2011; Lettre-réponse aux observations du ministère CLAJ-GN, 8 avril 2011.)
4. Le promoteur exploitera le site conformément à toutes les lois, tous les règlements et toutes les lignes directrices applicables.

Utilisation des eaux

5. Le promoteur ne prélèvera aucune masse d'eau dans un plan d'eau où vivent des poissons à moins que le tuyau d'entrée dans l'eau ne soit équipé d'un grillage au maillage approprié pour éviter tout piégeage des poissons. Sous réserve d'approbation de l'Office des eaux du Nunavut, aucun prélèvement d'eau ne sera effectué dans les petits lacs ou les ruisseaux.
6. Sous réserve d'approbation de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur n'utilisera pas l'eau, et en particulier évitera toute construction ou perturbation d'un ruisseau, du lit d'un lac ou des rives d'un cours d'eau bien défini.

Élimination des déchets

7. Le promoteur conservera tous les déchets et tous les débris dans des sacs placés dans des containers en métal couverts, ou équivalents, jusqu'à ce qu'ils soient traités dans une installation d'élimination des déchets. De tels déchets seront en tout temps inaccessibles aux animaux sauvages.

Utilisation du carburant et des produits chimiques

8. Le promoteur entreposera tous les carburants et autres marchandises dangereuses à trente et un (31) mètres minimum de la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau et s'emploiera à prévenir le rejet de ces produits dans l'environnement.
9. Le promoteur effectuera le ravitaillement en carburant de tous ses véhicules à trente et un (31) mètres minimum de la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau.
10. Le promoteur entreposera le carburant et tous les produits chimiques de manière à ce que les animaux sauvages ne puissent y accéder.

11. Le promoteur utilisera, dans tous les sites, un système de confinement secondaire, ou une bâche de surface (par ex., bâches insta-bermes ou réservoir pliable) lors du stockage des barils de carburant et de produits chimiques.
12. Le promoteur utilisera un système de confinement secondaire, ou une bâche de surface (par ex., bâches insta-bermes ou réservoir pliable) dans toutes les stations de ravitaillement en carburant. L'équipement d'intervention en cas de déversement et les accessoires de nettoyage (par ex. : pelles, pompes, fûts, bacs récupérateurs et produits absorbants) seront facilement disponibles lors du transfert de carburant ou matières dangereuses ainsi que dans les zones d'entretien des véhicules et sur les emplacements de forage.
13. Le promoteur inspectera tous les espaces de stockage sur une base hebdomadaire et en documentera la condition. Le nom du promoteur sera clairement indiqué sur tous les containers de carburant et de produits chimiques qui, au moment de leur livraison, seront immédiatement examinés afin de détecter toute fuite possible.
14. Le promoteur traitera sur le site tous les sols contaminés aux hydrocarbures ou, les dégagera et les transportera jusqu'à un site de dépôt approuvé aux fins de traitement.
15. Le promoteur veillera à ce que tout son personnel soit correctement formé en techniques de manutention de carburant et de déchets dangereux ainsi qu'en procédures d'intervention en cas de déversement. Tout déversement de carburant ou de substances délétères, de quelque volume que ce soit, doit être immédiatement rapporté à la Spill line, fonctionnant 24h sur 24, au (867) 920-8130.

La faune

16. Le promoteur veillera à ne pas endommager l'habitat faunique dans la conduite de son exploitation.
17. Le promoteur ne harcèlera pas les espèces sauvages; il veillera notamment à ne pas troubler ni chasser constamment les animaux ni à perturber d'importants effectifs d'espèces sauvages. Le promoteur ne chassera ni ne pêchera, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation appropriée du Nunavut.
18. Le promoteur veillera à ce que tout le personnel des projets tienne compte des mesures de protection des espèces sauvages et qu'une formation et/ou des conseils sur l'application de ces mesures lui soit fournis.
19. Le promoteur ne dérangera ni ne détruira les nids ou les œufs des oiseaux, quels qu'ils soient. Au cas où il rencontrerait et/ou identifierait des nids, le promoteur veillera à éviter toute interaction et/ou dérangement supplémentaire (par ex. : en instaurant une zone tampon de 100 mètres autour du nid). En cas de découverte de nids actifs, (contenant des œufs ou des oisillons), de quelque oiseau que ce soit, le promoteur évitera la zone jusqu'à ce que la nidification soit terminée ou que l'oisillon ait quitté son nid.

20. Sous réserve d'une exigence expresse de vol à basse altitude ne perturbant pas les espèces sauvages ni les oiseaux migrateurs, le promoteur s'assurera que les aéronefs/hélicoptères liés au projet volent à une altitude minimale de 610 mètres au-dessus du sol.
21. Le promoteur veillera à ce que les aéronefs maintiennent une distance verticale de 1 000 mètres et une distance horizontale de 1 500 mètres de toute colonie observée d'oiseaux migrateurs. Les aéronefs éviteront en tout temps de survoler des réserves fragiles et cruciales d'animaux sauvages et choisiront d'autres couloirs aériens.
22. Le promoteur veillera qu'à moins d'urgence, les aéronefs/hélicoptères ne se posent pas dans des zones où vivent des espèces sauvages.
23. Le promoteur avisera tous les pilotes des restrictions aériennes pertinentes qu'ils devront appliquer sur le territoire du projet, y compris lors des trajectoires de vol depuis/vers ladite zone.
24. Le promoteur interrompra ses travaux susceptibles d'interférer avec la migration ou le vêlage des caribous et des bœufs musqués et ce, jusqu'à ce que les animaux aient passé ou quitté la région.
25. Le promoteur ne bloquera pas ni ne détournera la migration des caribous et interrompra ses travaux susceptibles d'interférer avec cette migration, comme les levés géophysiques aériens, le forage ou le déplacement d'équipement ou de personnel jusqu'à ce que les caribous soient passés.
26. Le promoteur ne construira ni ne gèrera aucun camp ni aucun stockage de carburant et n'effectuera aucun minage à moins de 10 km ni aucun forage à moins de 5 km des sentiers ou des passages fréquentés par les caribous (par ex., les passages désignés des caribous).
27. Du 15 mai au 15 juillet, lorsque les caribous seront observés dans un rayon d'un (1) kilomètre du site du projet, le promoteur cessera toutes ses activités, y compris les vols à basse-altitude, le dynamitage, l'utilisation de motoneiges et de véhicules tout-terrain dans le voisinage immédiat des camps. Après le 15 juillet, si les femelles et les faons seront observés dans un rayon d'un (1) kilomètre du site du projet, le promoteur suspendra toutes ses activités dans le voisinage, y compris y compris les vols à basse-altitude, le dynamitage, l'utilisation de motoneiges et de véhicules tout-terrain jusqu'à ce que les hordes de caribous aient quitté la région immédiate.

Forages terrestres

28. Le promoteur n'entreprendra aucun forage terrestre ni aucun défrichage mécanisé à moins de trente et un (31) mètres de la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau.

29. Le promoteur n'autorisera aucune dispersion des résidus de forage sur les terres ou les plans d'eau avoisinants.
30. En cas de présence d'écoulement artésien, le promoteur obturera immédiatement le trou de forage et veillera à ce qu'il soit scellé à jamais.
31. Le promoteur veillera à ce que les aires de forage soient toutes construites de manière à ne laisser aucune empreinte écologique sur le site du projet. Ces aires devront rester propres en tout temps et les déchets seront quotidiennement évacués jusqu'à un site d'élimination approuvé.
32. Le promoteur s'assurera que tous les bassins à boue aient la capacité suffisante d'accueillir les volumes d'eaux usées et de fines produits. Ces bassins à boue ne seront utilisés que pour les fluides de forage inertes et non pour d'autres matériaux ou substances.
33. Aucun bassin à boue ne sera situé à moins de trente et un (31) mètres de la ligne normale des hautes eaux de tout plan d'eau. Sous réserve d'autorisation contraire, les bassins à boue et les aires désignées pour l'évacuation des déchets seront suffisamment entourés de talus ou autrement confinés pour que les substances ne puissent pénétrer dans les voies navigables.
34. Le promoteur s'assurera que les trous de forage soient remblayés ou obturés avant la fin de chaque saison des travaux de prospection. Tous les bassins à boue seront remblayés ou restaurés à l'état initial ou à un état stable, avant la fin de chaque saison de travaux.

Forage sur glace

35. En cas de forage sur un lac gelé, le promoteur s'assurera de la non-toxicité de tout écoulement restitué et veillera à ce que cet écoulement n'augmente le nombre total des particules solides en suspension dans les eaux réceptrices, jusqu'à un niveau excédant celui prévu dans les Recommandations du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) pour la protection de la vie aquatique en eau douce (à savoir 10 mg/litre pour les lacs ayant des niveaux de fond de moins de 100 mg/l. ou 10% pour les niveaux de plus de 100 mg/l.)
36. Le promoteur s'assurera que les boues de forage et additifs ne soient pas utilisés en relation avec les trous forés à travers la glace du lac, à moins qu'ils ne soient re-circulés ou confinés de manière à ne pas pénétrer dans l'eau ou prouvés non toxiques.
37. Le promoteur s'assurera que tous les déblais de forage soient quotidiennement enlevés du site.

Sentier/route d'hiver

38. Le promoteur choisira une route d'hiver optimisant l'utilisation des plans d'eau gelés.
39. Le promoteur veillera à ce que le lit fluvial ou les rives de tout cours d'eau définissable ne soit en aucun cas perturbé.
40. Le promoteur ne déplacera aucun équipement ni aucun véhicule sans avoir au préalable vérifié l'épaisseur de la glace afin de s'assurer que le lac soit capable de supporter totalement l'équipement ou les véhicules.
41. Le promoteur ne déplacera pas de l'équipement ni des véhicules à moins que la surface du sol soit pleinement en mesure de les supporter sans orniérage ni formation de stries.
42. Le déplacement terrestre de l'équipement ou des véhicules sera interrompu en cas d'orniérage sur le terrain. De la même façon, lors de la débâcle printanière ou dès le début du dégel des lignes de rivage des plans d'eau gelés, le promoteur veillera à suspendre tous les déplacements sur les plans d'eau en cas de perturbation des rives et, des lignes de rivages.
43. Le promoteur appliquera des mesures adaptées de suppression des sédiments et de l'érosion dans les zones perturbées, avant, pendant et après la construction afin d'empêcher les sédiments de contaminer tout plan d'eau.
44. Le promoteur s'assurera que les ouvrages hivernaux de franchissement des lacs/cours d'eau soient situés de manière à minimiser la déclivité des approches de passage et les matériaux entièrement composés de glace et de neige. Seuls les sédiments dégagés de toute neige ou de glace seront utilisés pour construire des ouvrages de franchissement temporaires sur les cours d'eau gelés.
45. Le promoteur veillera à éviter toute perturbation des rives d'un cours d'eau ainsi que tout défrichage mécanique des zones adjacentes.
46. Le promoteur veillera à ce que tout ouvrage de franchissement de cours d'eau et/ou temporaire construit en glace et en neige, pouvant provoquer des blocages ou des inondations ou entraver le passage des poissons et/ou de l'écoulement de l'eau, soit enlevé ou entaillé avant la débâcle printanière.
47. Le promoteur évitera toute perturbation sur les déclivités (pentes) sujettes à l'érosion naturelle; il cherchera et utilisera d'autres alternatives.
48. Le promoteur appliquera des mesures de contrôle d'érosion et de sédiments avant et pendant l'exploitation afin d'empêcher que des sédiments ne pénètrent dans l'eau lors du dégel printanier. Il devra notamment surveiller l'épaisseur de la neige et de la glace sur la route d'hiver afin de s'assurer qu'elle soit suffisante pour empêcher non seulement toute érosion inutile du sursol sous-jacent mais encore toute répercussion sur la végétation en dessous.

49. Le promoteur mettra en vigueur un plan de nettoyage et de remise en vigueur qui intégrera, mais sans s'y limiter, le reverdissement et/ou la stabilisation des sols exposés sur la plate-forme routière.
50. Lors de la remise en état de la route d'hiver, le promoteur enlèvera les balisages ainsi que les traces de graisse et d'huile et notera les endroits où la végétation a été endommagée suite à l'utilisation de cette route.

Autres

51. Dans la mesure du possible, le promoteur engagera des gens du pays et consultera les résidents de la région sur leurs activités.
52. Toute activité/ouvrage inhérents à cette proposition mais hors de la portée initiale du projet tel que décrit dans la soumission, seront considérés comme nouveau projet et soumise à la CNER aux fins d'examen préalable.

Les modalités et conditions suivantes ont été préalablement approuvées par la CNER dans son rapport de décision de l'examen préalable du dossier no. 11EN010, **daté du 10 février 2015** :

Incinération des déchets

53. Le promoteur incinèrera quotidiennement tous les déchets combustibles et transportera les cendres des installations d'incinération jusqu'à un centre approuvé aux fins d'élimination ou d'enfouissement sous au moins un mètre de terre compactée. Les déchets non combustibles seront enlevés du site du projet et déplacés vers un centre approuvé aux fins d'élimination.
54. Le promoteur s'assurera que l'incinération des résidus issus des parcs de combustible soit conforme aux *Standards canadiens pour les dioxines et les furanes* et aux *Standards canadiens relatif aux émissions de mercure*.
55. Le promoteur s'assurera qu'aucun résidu de graisse/pétrole ne soit incinéré sur le site.

Stockage du carburant

56. Le promoteur inspectera tous les grands réservoirs de carburant sur une base hebdomadaire et en documentera la condition. Le nom du promoteur sera clairement indiqué sur tous les containers de carburant qui, au moment de leur livraison, seront immédiatement examinés afin de détecter toute fuite possible.

Création de nouvelles carrières

57. Le promoteur utilisera de l'eau ou tout autre additif biodégradable non toxique aux fins de dépoussiérage et ce, afin de maintenir une qualité d'air ambiant de qualité sans causer d'accumulation ni de ruissellement.

58. Le promoteur doit clairement jalonner et signaler la périphérie de la carrière et des puits afin qu'elle demeure visible aux autres usagers des terres.
59. Le promoteur évitera les sites récréatifs et les zones d'utilisation publique et protégera les particularités géographiques et les caractéristiques esthétiques notables lors de la création de ses carrières/puits.
60. Le promoteur veillera à ne jamais entraver le drainage naturel, les canaux de dérivation et le détournement des inondations, avec ses installations ou autres structures, ses piles de stockage et son accès à la carrière/puits.
61. Le promoteur s'assurera que les barrières de rétention du limon soient installées en contrebas de toute activité d'exploitation de carrière.
62. Le promoteur maintiendra une zone tampon épargnée entre la périphérie de la carrière et la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau, à savoir une distance suffisante pour pouvoir contrôler l'érosion.
63. Le promoteur installera son équipement de criblage et de broyage sur un terrain stable dans une zone facilitant l'accès aux aires de dépôts.

Camps temporaires

64. Le promoteur veillera à ce que tous les camps soient situés sur du gravier, du sable ou tout autre sol durable.
65. Sous réserve d'autorisation de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur n'érigera aucun camp ni n'entreposera du matériel sur la surface glacée des lacs ou des cours d'eau.

Autre

66. Le promoteur appliquera des mesures appropriées de lutte contre la poussière sur toutes les routes en gravier, y compris les bandes d'atterrissage.

NOUVELLES MODALITÉS ET CONDITIONS PARTICULIÈRES AU PROJET *Conformément à l'alinéa 12.4.4 (a) de l'ARTN*

La Commission recommande que ces modalités et conditions **supplémentaires** et spécifiques au projet, ou conditions analogues, soient imposées au promoteur par l'application de toutes les lois pertinentes :

Généralités

67. En tout temps, le promoteur exécutera son projet conformément aux engagements énoncés dans sa correspondance à la CNER (*Formulaires 1^{ère} partie et 2^{ème} partie*, 20

novembre 2014 et 18 mars 2015 et *résumé non technique*, 20 novembre 2014 et 18 mars 2015) ainsi que dans sa correspondance à d'autres organismes et ministères (*Accès aux terres inuites*, à l'AIK, 24 novembre 2014 et 20 juillet 2015, *Demande de permis d'utilisation des terres* (PUT –AADNC, 29 octobre 2014 et 24 avril 2015 et *Demande à l'OEN de modification du permis de type B*, 20 novembre 2014 et 16 mars 2015.)

Lutte contre la poussière

68. Le promoteur utilisera l'eau ou tout autre additif biodégradable non toxique aux fins de dépoussiérage et ce, afin de maintenir une qualité d'air ambiant de qualité sans causer d'accumulation ni de ruissellement. Les mesures de lutte contre la poussière seront appliquées dans tous les sites de carrière, les routes de gravier, les bandes d'atterrissage et les routes tous temps.
69. Le promoteur instaurera les meilleures pratiques disponibles pour éviter, suite à la construction d'ouvrages de franchissement des cours d'eau, à l'exploitation et à la désaffectation des sites, de *causer de sérieux dommages à tout poisson* ou de les atténuer. Cela inclut mais sans s'y limiter, de minimiser le remplissage, de concevoir adéquatement des ouvrages de franchissement de cours d'eau pour faciliter le passage du poisson, à faible débit et à débit élevé; de respecter les périodes particulières, notamment celles du frai, de l'incubation et de l'éclosion de toutes les espèces de ces cours d'eau et de développer et appliquer un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE ET DE DE RAPPORT

Le 21 avril 2011 et le 10 février 2015, la Commission avait recommandé:

Rapport annuel

1. Dans son rapport annuel sur le Projet de la mine d'or Meadowbank, (no. de dossier de la CNER : 03MN107), le promoteur présentera un résumé des travaux effectués, tels qu'autorisés par la Commission pour le dossier no. 11EN010. Ce résumé inclura une carte répertoriant les emplacements approximatifs des sites de forage ainsi que le tracé des sentiers d'hiver.
2. Le promoteur soumettra un programme de surveillance actualisé, incluant toutes les nouvelles activités proposées avant la construction et/ou l'exécution des travaux, notamment :
 - Un plan d'action pour la fermeture et la remise en état ainsi que les estimations RECLAIM des coûts (incluant les carrières, les routes et couches de gravier et les bandes d'atterrissage),
 - Un plan de gestion des espèces sauvages; et
 - Un plan de gestion des déchets (incluant la gestion des eaux grises et des eaux usées).

La Commission recommande que les exigences en matière de surveillance et de rapport soient soumises aux modifications suivantes :

Rapport annuel

1. Dans son rapport annuel sur le Projet de la mine d'or Meadowbank, (no. de dossier de la CNER : 03MN107), le promoteur présentera un rapport complet des travaux effectués tels qu'autorisés à ce jour par la Commission pour le dossier no. 11EN010. Ce rapport annuel devra inclure au moins les renseignements suivants :
 - a. Un résumé des travaux entrepris pendant l'année, incluant :
 - i. une carte répertoriant les emplacements approximatifs des sites de forage
 - ii. une carte indiquant l'emplacement approximatif de l'espace de stockage de carburant
 - iii. des photos du site
 - b. Un plan de travail pour l'année suivante, incluant les ouvrages de remise en état progressive;
 - c. Un résumé des consultations communautaires effectuées tout au long de l'année, avec copie des documents présentés aux membres de la collectivité, une description des enjeux et des préoccupations soulevés, des discussions avec les membres de la communauté et des conseils donnés à la compagnie ainsi que mesures de suivi requises ou prises pour répondre aux préoccupations relatives à la proposition de projet.
 - d. Un résumé des consultations effectuées, le cas échéant, auprès des biologistes du gouvernement du Nunavut et tout résultat pertinent incluant les révisions ou modifications au calendrier des travaux;
 - e. Un résumé des consultations de suivi auprès du ministère des Pêches et Océans Canada (MPO) concernant la conception définitive des travaux de construction ainsi que les documents requis par le MPO et toute recommandation de ce ministère. Ce résumé inclura un sommaire de toutes les meilleures pratiques de gestion disponibles.
 - f. Une discussion des enjeux liés à la surveillance des espèces sauvages et à la surveillance environnementale, incluant le nombre d'ordonnances de cessation de travaux, requises à cause de la proximité des caribous;
 - g. Une analyse de l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées pour les espèces sauvages;
 - h. Un bref résumé des résultats du Plan d'atténuation des répercussions et de surveillance sur les espèces sauvages (PARSES), incluant le registre des

activités de gestion de la faune et le sommaire des observations ainsi que toute mesure d'atténuation appliquée.

- i. Un sommaire des sites patrimoniaux rencontrés dans le cadre des travaux du projet et toute mesure de suivi ou tout rapport requis en conséquence. Une carte des sites rencontrés sera annexée; et
- j. Un résumé des moyens pris par le promoteur pour respecter les conditions inhérentes à cette décision d'examen préalable ainsi que toutes les conditions inhérentes à des autorisations visant cette proposition de projet.

AUTRES PRÉOCCUPATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA CNER

Outre les modalités et conditions spécifiques au projet, la Commission avait recommandé les conditions suivantes les 21 avril 2011 et 10 février 2015 :

Sécurité au pays des ours et des carnivores

1. Le promoteur étudiera les techniques de détection des ours/carnivores ainsi que les répulsifs, répertoriés dans le dépliant « Sécurité au pays des grizzly et des ours noirs », pouvant être téléchargé à partir du lien suivant : http://www.enr.gov.nt.ca/live/documents/content/Bear_Safety.pdf. Il est à noter que certaines recommandations de ce manuel s'appliquent aussi aux ours polaires. Il existe d'ailleurs un DVD sur la sécurité au pays des ours polaires, produit par le ministère de l'Environnement du Nunavut (Gestion de la Faune), à l'adresse suivante <http://gov.nu.ca/fr/environnement/information/ressources>. Parcs Canada a publié le dépliant « Vous êtes au pays des ours polaires » est disponible sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/lhn-nhs/mb/prince/securite-safety/ours-bear.aspx>, ainsi que le dépliant « La sécurité au pays des ours polaires au parc national Auyittuq » sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/pn-np/nu/auyittuq/visit/visit6/ours-bear.aspx>.
2. Le promoteur rapportera immédiatement tout problème faunique, ou toute interaction avec les carnivores, au bureau de conservation local du ministère de l'Environnement du Nunavut
(Mitch Campbell, biologiste, région de Kivalliq, tél. : 867-857-2828, courriel mcampbell@gov.nu.ca).

Espèces en péril

3. Le promoteur étudiera le « Guide des meilleures pratiques en matière d'évaluation environnementale pour les espèces sauvages en péril au Canada » d'Environnement Canada à l'adresse : http://www.collectionscanada.gc.ca/eppp-archive/100/200/301/environment_can/cws-scf/occasional_paper-e/n110/html/publications/eval/index_f.cfm et en anglais: http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/environment_can/cws-scf/environmental_assessment-ef/ea_best_practices_2004_e.pdf. Ce guide répertorie les

espèces en péril ainsi que les mesures à prendre lorsque des animaux sauvages sont menacés par le projet ou que des animaux sauvages en péril sont rencontrés sur le site.

Modification de la portée du projet

4. Toutes les autorités compétentes aviseront la CNER de toute modification des plans d'exploitation ou des conditions liées au projet avant l'instauration même de ces changements.

Incinération des déchets

5. Le promoteur examinera le « Document technique sur l'incinération en continu de matières résiduelles » d'Environnement Canada à l'adresse <http://www.ec.gc.ca/gdd-mw/default.asp?lang=Fr&n=F53EDE13-1>. Ce document regroupe des renseignements sur les techniques appropriées d'incinération, les meilleures pratiques d'exploitation et de gestion, la surveillance et la production de rapports.

De plus, la Commission recommande actuellement :

Sécurité au pays des ours et des carnivores

1. (*mise à jour*) Le promoteur étudiera les techniques de détection des ours/carnivores ainsi que les répulsifs, répertoriés dans le dépliant « Sécurité au pays des grizzly et des ours noirs », pouvant être téléchargé à partir du lien suivant : http://www.enr.gov.nt.ca/sites/default/files/web_pdf_wd_bear_safety_brochure_1_may_2015.pdf.
Le gouvernement du Nunavut propose des ressources quant aux précautions à prendre contre les grizzly et les ours polaires, sur le site <http://gov.nu.ca/fr/environnement/information/ressources>; Parcs Canada a publié le dépliant « Vous êtes au pays des ours polaires », disponible sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/lhn-nhs/mb/prince/securite-safety/ours-bear.aspx>, ainsi que le dépliant « La sécurité au pays des ours polaires au parc national Auyittuq » sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/pn-np/nu/auyittuq/visit/visit6/ours-bear.aspx>

Espèces en péril

3. (*mise à jour*) Le promoteur étudiera le « Guide des meilleures pratiques en matière d'évaluation environnementale pour les espèces sauvages en péril au Canada » d'Environnement Canada, à l'adresse http://www.collectionscanada.gc.ca/eppp-archive/100/200/301/environment_can/cws-scf/occasional_paper-e/n110/html/publications/eval/index_f.cfm et en anglais: http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/environment_can/cws-scf/environmental_assessment-ef/ea_best_practices_2004_e.pdf. Ce guide répertorie les

espèces en péril ainsi que les mesures à prendre lorsque des animaux sauvages sont menacés par le projet ou que des animaux sauvages en péril sont rencontrés sur le site.

Oiseaux migrants

6. Le promoteur étudiera le guide « Habitats terrestres clés pour les oiseaux migrants dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut », disponible sur le site du Service canadien de la faune à l'adresse <http://publications.gc.ca/site/fra/9.595050/publication.html> ainsi que la publication « Habitats marins clés pour les oiseaux migrants au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest », disponible sur le site <http://publications.gc.ca/site/fra/9.626584/publication.html>. Ce guide décrit les habitats terrestres et marins clés essentiels au bien-être des différentes espèces d'oiseaux migrants au Canada.
7. Pour de plus amples renseignements sur la protection des oiseaux migrants, de leurs nids et de leurs œufs lors de la planification ou de l'exécution des activités du projet, consultez la page Web du site d'Environnement Canada « La prise en compte d'oiseaux migrants au Canada » et la fiche d'information « Prévoir et planifier afin de réduire les risques d'effets néfastes sur les oiseaux migrants, leurs nids et leurs œufs » à l'adresse <https://www.ec.gc.ca/paom-itmb/Default.asp?lang=Fr&n=C51C415F-1>.

Gestion des caribous

8. Les organismes gouvernementaux fédéraux et territoriaux du Nunavut collaboreront avec les associations inuites locales, les conseils de cogestion et l'industrie, à l'élaboration d'un plan d'action visant à cerner et à atténuer les éventuels effets cumulatifs des activités d'utilisation des terres, incluant l'exploration minière, sur les caribous de la toundra. Cette évaluation des effets cumulatifs sera effectuée à l'échelle régionale (à savoir, au-delà des zones particulières du projet).
9. Les organismes gouvernementaux fédéraux et territoriaux mettront à jour, avec des données et des renseignements actualisés, la Caribou Protection Map du Beverly Qamanirjuaq Caribou Management Board (BQCMB).

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada

10. Le ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord du Canada (AADNC) impose des mesures d'atténuation, des conditions et des exigences en matière de surveillance, en vertu des permis fédéraux d'utilisation du sol. Il oblige ainsi le promoteur à respecter les fragilités et l'importance de la région. Ces mesures d'atténuation, ces conditions et ces exigences en matière de suivi visent le site et la région : type d'emplacement, capacité et exploitation des installations; utilisation, entreposage, manutention et élimination des substances chimiques ou nocives, l'habitat faunique et l'habitat des poissons, le stockage du carburant pétrolier.
11. L'AADNC reconnaît l'importance d'inspecter régulièrement le territoire au titre des permis fédéraux d'utilisation du sol, pendant l'exploitation du projet. Ces inspections

d'utilisation du sol seront axées sur la conformité du promoteur aux conditions imposées dans le permis fédéral afférent.

12. L'AADNC enverra à la CNER une copie de toute conclusion décisionnelle des inspecteurs, autorisant la poursuite des travaux sur les zones de présence de caribous, entre les périodes de cessation obligatoire de travail. (exemptions des Mesures de protection des caribous).

Association des Inuits du Kivalliq

13. En vertu de la délivrance de permis d'utilisation de terres inuites, l'Association des Inuits du Kivalliq impose au promoteur de rigoureuses mesures d'atténuation et/ou conditions visant le stockage du carburant et des produits chimiques, le forage, les conditions des eaux, la perturbation du sol et les espèces sauvages sur les terres inuites.

Office des eaux du Nunavut

14. L'Office des eaux du Nunavut (OEN) impose, en vertu de permis d'utilisation des eaux, des mesures d'atténuation ainsi que des conditions et des exigences en matière de surveillance. Il oblige ainsi le promoteur à respecter les fragilités et l'importance des eaux dans la région. Ces mesures d'atténuation, ces conditions et ces exigences en matière de suivi visent l'utilisation des eaux, la neige et la glace, l'élimination des déchets, l'infrastructure d'accès, l'exploitation des camps, les opérations de forage, la planification d'urgence en cas de déversement, la planification de la fermeture et de la remise en état et les programmes de surveillance.

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada – Division des ressources hydriques

15. (AADNC) En vertu du pouvoir conféré par la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*, la Division des ressources hydriques doit envisager la nécessité d'inspections régulières. Les inspecteurs tenteront de déterminer établir si le promoteur respecte les conditions imposées lors de la délivrance de permis d'utilisation des eaux.

EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le promoteur a été préalablement avisé par le biais des rapports de décision d'examen du 21 avril 2011 et du 10 février 2015, que les lois suivantes peuvent s'appliquer au projet :

Lois et règlements

1. La *Loi sur les pêches* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-14/>)

2. La *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-28.8/>)
3. La *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et les Règlements concernant les oiseaux migrateurs*. (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/m-7.01/>)
4. La *Loi sur les espèces en péril* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-15.3/>). Une liste des espèces en péril au Nunavut est jointe en **annexe C**.
5. La *Loi sur la faune et la flore du Nunavut*, prévoit des dispositions pour protéger et conserver la faune et l'habitat faunique, incluant des mesures de protection particulières pour l'habitat faunique et les espèces en péril.
6. La *Loi sur le Nunavut* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-28.6/>). Le promoteur doit se conformer aux modalités et conditions proposées, énoncées à l'**annexe D**.
7. La loi sur la protection de la navigation (LPN) (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-22/index.html>)
8. Le promoteur a été avisé que le chlorure de calcium (CaCl₂) a été classé substance toxique dans la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.31/>). Le promoteur envisagera d'autres alternatives à l'utilisation du CaCl₂ comme additif de forage, notamment des additifs biodégradables et non toxiques.
9. La *Loi sur l'aéronautique* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/A-2/>)
10. Le promoteur entreprendra l'exploitation de la carrière conformément à la *Nunavut Mining Safety Ordinance* et au *Règlement sur l'exploitation des carrières territoriales*. (<http://www.canlii.org/fr/ca/legis/regl/crc-c-1527/derniere/crc-c-1527.html>), ou équivalent.
11. *Règlements sur les systèmes de stockage pour les produits pétroliers et les produits apparentés de la LCPE*, (<http://www.ec.gc.ca/rs-st/default.asp?lang=Fr&n=EA46E5E0-1>). Le promoteur doit identifier son parc de réservoirs auprès d'Environnement Canada et l'installation de nouveaux systèmes doit se conformer aux exigences conceptuelles réglementaires.
12. Le promoteur entreprendra une remise en état progressive instruite par les *Lignes directrices sur l'utilisation des terres du Nord : carrières* (<http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100023585/1100100023587>)

Le promoteur a été en outre avisé que les lois suivantes peuvent s'appliquer au projet :

Lois et règlements

13. La *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et les *Règlements concernant le transport des marchandises dangereuses* (<http://www.tc.gc.ca/fra/tmd/securite-menu.htm>) et la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.31/>). Le promoteur doit s'assurer que tous les documents pertinents d'expédition soient annexés lors des déplacements des marchandises dangereuses. Il doit s'enregistrer auprès du directeur de la qualité de l'air et du contrôle de la pollution, du ministère de l'Environnement du Nunavut, au 867-975-7748.

Autres lignes directrices applicables

14. Le promoteur respectera les Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêche canadiennes (<http://publications.gc.ca/site/fra/9.531849/publication.html>) et n'effectuera aucun abattage aux explosifs (sautage) si les espèces sauvages sont vues ou entendues sur l'aire du projet.

Prépondérance de l'Accord sur les revendications territoriales

Article 2.12.2

En cas d'incompatibilité ou de conflit entre les règles de droit des gouvernements fédéral, territorial et local et l'Accord, les dispositions de l'Accord prévaudront dans les limites de l'incompatibilité ou du conflit.

Daté ce 4 novembre 2015 à Churchill, MB



Elizabeth Copland, Présidente

Pièces jointes : Annexe A : Historique de la procédure et activités du projet
 Annexe B : Proposition de projet précédemment soumise à un examen préalable.
 Annexe C : Espèces en péril au Nunavut
 Annexe C : Modalités et conditions des ressources archéologiques et paléontologiques pour les détenteurs de permis d'utilisation des terres.

ANNEXE A

Historique de la procédure et activités du projet

Historique de la procédure

Le 18 mars 2015, la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER) a reçu de la compagnie Agnico Eagle Mines Ltd.'s (AEM) une demande de permis d'utilisation des eaux, de type B, pour la proposition de projet « Route d'accès au site d'exploitation Amaruq ». Le 16 avril 2015, l'Office des eaux du Nunavut (OEN) a référé à la CNER la licence d'utilisation des eaux, de type B. Le 24 avril 2015, l'AEM a envoyé à la CNER les demandes de permis d'utilisation des terres et de permis d'exploitation de carrière soumises au ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord Canada (AADNC). Le 28 avril 2015, la CNER a avisé l'AEM par écrit que pour pouvoir examiner la proposition de projet en vertu de l'article 12, Partie 4, de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN), elle aurait besoin d'une détermination de conformité de la Commission d'aménagement du Nunavut (CAN) et d'une recommandation d'une autorité compétente.

Le 16 juillet 2015, la CNER a reçu une détermination de conformité positive (Plan d'utilisation des terres de la région de Keewatin) de la CAN et le 17 juillet 2015, la recommandation de l'Association des Inuits du Kivalliq (KIA) de procéder à l'examen préalable du projet mentionné. Le 21 juillet 2015, la CNER recevait une recommandation analogue du ministère AADNC.

Historique du projet précédent

Le 10 mars 2011, la CNER recevait de la CAN une détermination de conformité positive (Plan d'utilisation des terres de la région de Keewatin) pour le projet « Exploration minière et route d'hiver à Pipe Dream » (no. de dossier 11EN010 de la CNER) et le 15 mars 2011, une demande d'examen préalable du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC, à présent AADNC). Cette proposition de projet a fait l'objet d'un examen préalable, conformément à l'art.12, partie 4 de l'ARTN. Le 12 avril 2011, en vertu de l'alinéa 12.4.4(a) de l'ARTN, la CNER envoyait le rapport de décision d'examen préalable, ci-inclus, au ministre de l'AINC, indiquant que le projet proposé pourrait aller de l'avant, sous réserve des modalités et conditions recommandées spécifiquement au projet.

Après l'examen préalable du projet initial (no. de dossier 11EN010), la CNER a également étudié les demandes supplémentaires d'autorisation et de prorogation de délai liées au « Projet d'exploration Amaruq ». Pour chacune des demandes reçues jusqu'en juin 2014, inclus, la CNER a confirmé l'exemption d'examen préalable en vertu de l'alinéa 12.4.3 de l'ARTN et précisé que les activités restaient sujettes aux modalités et conditions recommandées dans le rapport initial de l'examen préalable, publié le 21 avril 2011. Le 10 février 2015, après avoir reçu une demande d'autorisation d'activités supplémentaires sur le site, la CNER a émis d'autres modalités et conditions relatives au projet de « Route d'hiver Amaruq ». Un résumé des travaux du projet préalablement examiné est joint en **annexe B**.

Historique du projet actuel

L'actuelle proposition de projet de l'AEM porte sur la demande de nouveaux permis et de modifications aux permis existants, délivrés par l'OEN, KIA et l'AADNC.

La CNER a estimé que cette demande pouvait modifier la portée initiale du projet et, le 22 juillet 2015, a distribué la proposition à toutes les organisations communautaires de la région du Kivalliq ainsi qu'aux agences gouvernementales compétentes aux niveaux fédéral et territorial, aux organisations inuites et aux organisations autochtones transfrontalières. La CNER a demandé aux parties intéressées d'examiner la proposition ainsi que les modalités et conditions préalablement recommandées par la Commission et, avant le 12 août 2015, de soumettre leurs commentaires ou préoccupations relativement aux questions suivantes :

- Le projet sera-t-il largement modifié par l'inclusion des éléments supplémentaires et/ou travaux proposés;
- Le projet pourrait-il engendrer d'importantes incidences négatives sur l'habitat faunique ou sur les activités de récolte des Inuits; si oui, pourquoi?
- D'autres mesures appropriées d'atténuation s'imposent-elles?
- Autre point important pour la partie intéressée vis-à-vis de la proposition de projet.

Le 5 août 2015, la Baker Lake Hunters and Trappers Organization (Organisation des chasseurs et trappeurs de Baker Lake) a demandé à la CNER de reporter l'échéance de soumission des commentaires/observations et de tenir des réunions publiques afin d'expliquer la proposition à la collectivité de Baker Lake et de lui détailler l'infrastructure proposée. La Commission a reporté l'échéance au 16 septembre 2015 et a tenu des sessions d'information le 9 septembre 2015.

Jusqu'au 16 septembre 2015 inclus, la Commission a reçu des commentaires des parties intéressées suivantes :

- Association des Inuits du Kivalliq (KivIA)
- Gouvernement du Nunavut (GN)
- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC)
- Environnement Canada (EC)
- Pêches et Océans Canada (MPO)
- Transports Canada (TC)
- Baker Lake Hunters and Trappers Organization (HTO)
- Commentaires des membres de la collectivité lors de la session d'information du 9 septembre 2015. (*Résumé distribué aux parties le 9 octobre 2015*).

Tous les commentaires soumis à la CNER sur ce projet peuvent être consultés sur le registre public de la Commission à l'adresse:

<http://ftp.nirb.ca/01-SCREENINGS/COMPLETED%20SCREENINGS/>

Après avoir attentivement examiné les commentaires reçus, le 22 septembre 2015 la CNER offrait à l'AEM la possibilité de réagir aux préoccupations soulevées lors de la consultation publique. Le 2 octobre 2015, la Commission recevait la réponse de l'AEM aux observations et préoccupations formulées par les parties vis-à-vis de la proposition de projet de route d'accès au site d'exploitation Amaruq.

Étant donné le type de préoccupations soulevées lors de la consultation publique, le 6 octobre 2015 la CNER a offert aux parties intéressées la possibilité d'examiner la réponse de l'AEM aux commentaires formulés et, le cas échéant, de soumettre leur rétroaction et/ou observations avant le 16 octobre 2015. Dans la même lettre, la CNER a répondu à la demande de clarification du processus utilisé, formulée par le gouvernement du Nunavut dans ses observations datées du 16 septembre 2015. La CNER a confirmé que toutes les parties avaient, d'un commun accord, convenu que la proposition actuelle modifierait grandement les activités préalablement examinées et liées au projet « d'Exploration minière et route d'hiver à Pipe Dream », et que les alinéas 12.4.3 (a) et (b) de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) s'y appliqueraient. La CNER a donc noté que la Commission prendrait sa décision sur la proposition de projet aux termes de l'article 12.4.4. de l'ARTN.

Jusqu'au 16 octobre 2015 inclus, la CNER a reçu des commentaires des parties intéressées suivantes :

- Gouvernement du Nunavut (GN)
- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC)
- Pêches et Océans Canada (MPO)
- Transports Canada (TC)

Le 26 octobre 2015, l'AEM a soumis sa réponse aux préoccupations des parties reçues le 16 octobre précédent.

Activités du projet

Le projet initial d'« Exploration minière et route d'hiver à Pipe Dream », est situé dans la région du Kivalliq, sur deux territoires : la région du Projet d'exploration Meadowbank, à environ 90 km au nord du hameau de Baker Lake et la région du projet d'exploration Greyhills, à environ 43 km au nord-est du hameau de Baker Lake. Le promoteur a indiqué qu'il envisageait des travaux d'exploration ainsi que la construction et l'exploitation d'un réseau routier d'hiver près de la zone du projet Meadowbank.

La demande initiale a été examinée en vertu de la Partie 4 de l'article 12 de l'ARTN; un résumé de l'examen préalable de tous les éléments/travaux est joint en **annexe B**. Après cet examen préalable, la CNER a également étudié d'autres demandes d'autorisation et de prorogation de délai, visant le projet « du site d'exploration Amaruq » ; un résumé des activités préalablement examinées est également joint en **annexe B**.

À l'heure actuelle, l'AEM propose de construire une route privée toutes saisons, à voie unique, reliant le site de la mine Meadowbank au site d'exploration Amaruq afin de faciliter, tout au long

de l'année, l'exécution des travaux d'exploration, incluant le transport de carburant, d'équipement et de personnel vers le site. Les travaux de construction proposés seront exécutés de septembre 2015 à janvier 2018 et la route envisagée sera utilisée pendant plusieurs années après la construction. Pour entreprendre ces travaux, l'AEM a soumis à l'OEN une nouvelle demande de permis d'utilisation des eaux, de type B (No. 8BC-AEA----) et, sollicité de KIA une Convention de droit de passage (no.KVRW15F01), un nouveau bail commercial et un permis d'exploitation de carrière (no.KVCA15Q02); de plus, l'AEM a demandé au ministère AADNC un nouveau permis d'utilisation des terres (no. N2015F0026) et d'exploitation de carrière.

Parmi les autres travaux et éléments de cette proposition de projet, notons :

- Conception, exploitation et éventuellement désaffectation d'une route toutes saisons de 62,5 kilomètres de long et de 6,5 mètres de large, incluant les éléments répertoriés ci-dessous. La route traversera des terres domaniales sur une longueur de 40 km et des terres inuites sur les 22,5 km restant.
 - Installation de trois(3) ponts;
 - Installation de huit grands ponceaux à arches classiques;
 - Installation de vingt-huit ponceaux circulaires ondulés
 - Création de six (6) chemins de contournement pour accéder à 6 des 7 eskers qui seront utilisés pour les bancs d'emprunt;
 - Création de voies de dégagement à environ tous les 400 ± 50 mètres pour accommoder une circulation à deux voies;
- Utilisation de stériles non potentiellement acidogènes (NPA) du puits Vault comme matériau de carrière pour construire les 17 premiers kilomètres de route;
- Utilisation de sept (7) eskers comme matériau d'emprunt pour construire le reste de la route;
- Transport des matériaux, de l'équipement et du carburant pour les travaux de construction;
- Stockage et utilisation du carburant dans des réservoirs à double paroi situés le long de la route aux fins de remplissage de l'équipement;
- Logement de l'équipe de construction dans les installations existantes et approuvées de l'AEM;
- Études archéologiques supplémentaires à effectuer avant la construction de la route; et
- L'utilisation de la route d'hiver devrait être suspendue dès que la route d'accès à voie unique sera construite.

À noter que la mention du futur élargissement du programme d'exploration de l'AEM visant la construction d'une rampe d'exploration en 2018 et l'exécution de travaux souterrains après 2019 et de travaux d'exploration de pointe à l'année longue, n'est pas incluse dans la portée de l'évaluation actuelle.

ANNEXE B : PROPOSITION DE PROJET AYANT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN PRÉALABLE

Le projet initial de l'AEM « Exploration minière et route d'hiver au site Pipe Dream » (no. de dossier 11EN010 de la CNER), qui avait fait l'objet d'un examen préalable de la Commission, était situé sur deux territoires de la région du Kivalliq : la zone du projet d'exploration Meadowbank, à environ 90 kilomètres au nord du hameau de Baker Lake et la zone d'exploration Greyhills, à environ 43 km au nord-est de Baker Lake. Le promoteur avait indiqué qu'il envisageait des travaux d'exploration ainsi que la construction et l'exploitation d'un réseau routier d'hiver près de la zone du projet Meadowbank.

Les activités proposées se situaient près du camp d'exploration Meadowbank, s'intégrant dans la portée de l'examen approfondi du projet de mine d'or Meadowbank (dossier no.03MN107), dont la réalisation avait été approuvée au titre du Certificat de projet no.004 de la CNER, délivré le 30 décembre 2006. Après avoir évalué la portée du projet, la CNER avait conclu que les travaux inhérents à « l'exploration minière et à la route d'hiver au site Pipe Dream » ne relevaient pas de la portée établie dans le précédent examen approfondi du projet de mine d'or Meadowbank et devaient donc être traités comme un nouveau projet, sujet à examen préalable au titre de l'article 12 de l'ARTN.

Ces travaux/éléments inhérents à la proposition initiale du 21 avril 2011, ayant fait l'objet d'un examen préalable comme dossier no.11EN010, incluaient :

- La construction et exploitation d'une route d'hiver d'environ 26,5 km de long;
 - Débutant au Camp d'exploration Meadowbank, au km 100 de la route privée praticable en tout temps,
 - Maximiser les passages sur les lacs gelés,
 - Retrait de la neige sur la glace des lacs, sans inondation,
- Forage au diamant sur le sol et sur la glace, pour un total d'environ 13 000 mètres sur les terres inuites et les terres domaniales des projets d'exploration Meadowbank et Greyhills.
 - Environ 78 sites de forage dans 19 zones différentes (qui seront reliées via la route d'hiver proposée).
- Cartographie géologique, prospection, une certaine excavation de tranchées et levés géophysiques.
- Accès via la route d'hiver avec l'aide d'hélicoptères.
- Personnel du projet basé au camp d'exploration Meadowbank (no. de dossier 03MN107 de la CNER); et
- Transport du carburant et des produits chimiques selon les besoins pour soutenir les travaux de forage;

Les travaux/éléments inhérents à la demande de modification du précédent permis d'utilisation des eaux, de type B, émis le 10 août 2011 par l'OEN (no. 2BE-MEA0813) incluaient :

- Travaux de forage à moins de 30 m de la ligne des hautes eaux des plans d'eau proximaux; et

- Élimination des résidus de forage à 30 m minimum de la ligne d'eau ordinaire des plans d'eau proximaux;

Dans sa demande de modification du permis d'utilisation des terres, (no. N2011C0010 de l'AADNC), le promoteur demandait l'autorisation d'effectuer, d'avril 2012 à août 2014, des travaux d'exploration sur d'autres terres domaniales; ces travaux incluaient :

- Environ trente (30) sites de forage par an pour un total de 60 sites;
- Forage sur terre et sur la glace sur des sites situés à environ 15 km au nord-ouest et jusqu'à 20 km au nord-est des sites d'exploration préalablement approuvés (no. de dossier 11EN010 de la CNER).

Dans sa demande d'un nouveau permis d'utilisation des terres (no.KVL312C03), adressée le 29 mai 2012 à la KIA, le promoteur envisageait d'effectuer sur des terres inuites et à environ 50 km du site minier Meadowbank, d'autres travaux d'exploration associés à son « projet IVR ». Ces ouvrages et éléments ont été jugés inhérents à l'examen préalable du dossier 11EN010 de la CNER et incluaient :

- Prospection, travaux géophysiques et échantillonnage du sol;
- Excavation de tranchées pour mettre en valeur la surface exposée des roches aux fins de cartographie géologique et d'échantillonnage en rainures (4 à 8 tranchées);
- Forage sur terre et sur glace : environ 30 trous et plus par an (selon les résultats obtenus);
- Stockage à court terme de carburant et de produits chimiques sur les sites de forage, incluant du diesel, de l'essence et du propane);
- Transport du personnel, du carburant et de l'équipement par hélicoptère jusqu'aux sites d'exploration;
- Utilisation d'eau aux fins de forage, tel qu'autorisé au titre du permis modifié d'utilisation des eaux, type B; et
- Renvoi de tout déchet produit vers le site de la mine Meadowbank aux fins d'élimination (dossier no.03MN107 de la CNER) et;
- Utilisation du camp d'exploration Meadowbank (dossier no.03MN107 de la CNER).

Les ouvrages et éléments visés par la demande modification du précédent permis d'utilisation des eaux, de type B, daté du 21 janvier 2013 (liés aux dossiers EX160 de la CNER et no. 2BE-MEA0813 de l'OEN) incluaient l'ajout de deux sites d'exploration : « Exploration IVR » et « région sud Meadowbank ».

Dans sa demande adressée le 23 mai 2013 au ministère AADNC, le promoteur a demandé une prorogation de deux ans de son permis d'utilisation des terres (no.N2011C0010) afin de poursuivre ses travaux.

Dans sa demande du 27 mars 2014 de modification de projet et de sollicitation d'un nouveau permis d'utilisation des terres (no.N2013F0030), le promoteur ajoutait les travaux et éléments suivants :

- Création et exploitation d'une route d'hiver d'environ 53 km de long du site minier Meadowbank jusqu'au site d'exploration IVR;

- Route d'hiver courant principalement sur les lacs et 9 km sur terre;
- Pas d'utilisation d'eau pour la construction de la route d'hiver;
- Utilisation de la route praticable en hiver pour transporter le matériel, l'équipement et le carburant requis pour les travaux;
- Fouilles archéologiques à l'été 2014;

De plus, la demande de modification du permis d'utilisation des eaux de type B (liés aux dossiers no. EX211 de la CNER et dossier no. 2BE-MEA1318 de l'OEN), incluait l'établissement temporaire d'un camp d'exploration composé de 12 tentes pour 50 personnes.

Dans ses demandes du 18 novembre 2014 d'un nouveau bail commercial de KIA, d'une modification de son permis d'utilisation des terres de l'AADNC et de modification de son permis d'utilisation des eaux de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur ajoutait les ouvrages et éléments suivants :

- Les modifications au permis d'utilisation des terres ((no.N2013F0030), demandées au ministère AADNC, incluaient :
 - Création et exploitation d'une route d'hiver alternative d'environ 79 kilomètres de long et de 5 mètres de large, du site minier Meadowbank jusqu'au site exploratoire Amaruq (IVR) pour transporter les matériaux, l'équipement et le carburant requis pour les travaux;
 - Route d'hiver courant principalement sur les lacs avec sept (7) km sur terre pour une superficie totale de 3,5 hectares;
 - La route praticable en hiver sera utilisée de février à mai à raison de quatre (4) voyages par jour environ;
 - Pas d'utilisation d'eau pour la construction de la route d'hiver;
 - . Les fouilles archéologiques pour la route d'hiver proposée seront terminées à l'été 2015.
- Les modifications au titre du permis d'utilisation des eaux accordé par l'OEN à AEM (no. 2BE-MEA1318) incluaient :
 - Installation probable d'une piste d'atterrissage d'environ 15 mètres de large et de 500 mètres de long sur le côté sud du camp d'exploration en utilisant le gravier d'un esker provenant d'une zone voisine;
 - Transport probable par avion des matériaux, des perceuses et du personnel entre les sites Meadowbank et Amaruq;
 - Installation de caravanes pour loger jusqu'à 60 employés;
 - Stockage de carburant (diesel, essence, carburant aviation et propane) et des matières dangereuses et des produits chimiques (pétrole, éthylène-glycol et graisse) dans des réservoirs à double paroi et/ou des barils entreposés dans des enceintes de retenue (bermes) avec double paroi;
 - Installation d'un système de traitement d'eau « Bionest » pour traiter les eaux usées et les eaux grises (ménagères) avant de les déverser dans l'environnement;
 - Élimination bisannuelle (tous les deux ans) des boues accumulées (matériaux solides) dans un puits près du site, qui seront chaulées et

couvertes d'un minimum de trente (30) centimètres de terre compacte;

- Possibilité de déverser dans l'environnement et après traitement, les eaux ménagères entreposées dans une fosse;
- Incinération des déchets solides de combustible;
- Transport des déchets solides non combustibles, incluant les rognures métalliques, les déchets dangereux, sol et neige contaminés, jusqu'à une installation approuvée;
- Réutilisation des barils vides ou transport par barge jusqu'à une recyclerie approuvée;
- Consommation totale d'eau de 299 mètres cubes par jour (m^3/jour) pour toutes les activités liées au projet (incluant le camp et les travaux de forage);
 - Consommation supplémentaire des $30 \text{ m}^3/\text{jour}$ d'eau pour les travaux de forage, pour un total de $280 \text{ m}^3/\text{jour}$; et
 - Consommation supplémentaire des $10 \text{ m}^3/\text{jour}$ d'eau pour les activités ménagères, pour un total de $19 \text{ m}^3/\text{jour}$.
- Le nouveau bail de centre commercial demandé à KIA (no. KVCL314C01) incluait les ouvrages suivants :
 - Construction d'un camp, incluant les caravanes de logement, construction d'un garage avec plateforme en gravier et installation d'un système Bionest de traitement des eaux usées;
 - Réouverture du camp en février 2015
 - Construction et utilisation de 2 puits en gravier;
 - Construction de chemins en gravier pour soutenir les travaux d'exploration, d'environ cinq (5) mètre de large et de 0,40 mètre d'épaisseur dans la zone du bail commercial de KIA;
 - Les forages commenceront en mars 2015, avec 6 perceuses maximum qui fonctionneront au cours de la saison 2015;
 - . Capacité d'entreposage de 400 000 litres dans des réservoirs à remplir à nouveau au cours de la saison d'hiver;
 - . Installation de réservoirs à double parois : 9 de 55 000 litres et 2 de 100 000 litres;
 - Poursuite des fouilles archéologiques dans la région de Amaruq;
 - Consommation supplémentaire d'eau pour les travaux de forage, telle qu'autorisée au titre du permis modifié de l'OEN d'utilisation des eaux;